

# Sénégal, l'heure de la véritable rupture

A quelques mois des élections présidentielles, les Sénégalais demeurent toujours dans la plus grande confusion concernant l'avenir politique de notre pays, malgré des signes de décripations selon une partie de l'opinion qui sont loin des priorités des populations.

Au moment où la majorité des ménages sénégalais, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, souffrent de la faim, où des centaines de jeunes meurent sur le chemin de l'exode vers l'Europe, des centaines de leurs compatriotes, qui ont choisi de lutter pour que cessent les deshumanisantes conditions d'existence qui poussent certains à l'exil, sont jetés dans les prisons, les libertés de la presse sont menacées, le souci de cette classe politique ne dépasse pas la conservation de ses indus privilèges et positions. Cela est visible à travers le projet de modification de la constitution, une fois encore, suite à un semblant de dialogue national et, d'institutionnalisation du « chef de l'opposition, la « réhabilitation » d'anciens condamnés pour abus de biens sociaux, l'emprisonnement du leader du PASTEF et la dissolution de son parti.

Ces mesures, au-delà de leur caractère ridicule, expriment tout le mépris de cette classe politique à l'égard des populations, pour laquelle il n'y a jamais d'argent pour les besoins de ces dernières, et toujours assez pour leurs postes de sinécure.

C'est dire le degré de puérilité de la classe dirigeante sénégalaise, qui faute d'audacieuses ambitions, prend un malin plaisir à faire souffrir le peuple sénégalais pris en otage dans ses infantiles stratégies de positionnements d'intrigues et de trahisons, qui, pour eux, exprime leur degré « d'intelligence ». Elle ne se rend pas compte qu'en agissant ainsi, elle ne fait que « confirmer » les séculaires stéréotypes racistes sur le leadership africain. Leadership dont le caractère tyrannique et inconséquent sert de prétexte pour justifier l'interventionnisme occidentale à travers sa mission civilisatrice, pour nous « débarrasser des pratiques esclavagistes, ramener l'ordre et la justice, à des populations incapables de se les procurer par elles-mêmes ».

Face à un président qui semble être très à l'aise dans la peau d'un monarque, se propose de choisir « son dauphin », une certaine partie de l'opinion qui semble trouver cela tout à fait normal ; nous avons une opposition qui peine à présenter

une alternative politique claire en phase avec la rupture qu'elle propose et, un peuple censé détenir le pouvoir qui semble incapable de résoudre ses problèmes internes sans aide extérieure.

Quand est-ce que l'on décidera de questionner nos rapports avec cet appareil d'Etat hérité de la colonisation ? De nous le réapproprier ? D'adresser ces relations anachroniques que nous entretenons avec le pouvoir politique ainsi que les tenants de l'autorité ? De cesser d'aborder ces institutions avec un esprit passéiste ainsi qu'un servile mimétisme, qui nous pousse à vouloir sacraliser une institution qui n'est que le fruit d'une conquête historique et d'une construction théorique faite par des hommes. Nous pouvons organiser l'Etat différemment, lui donner de nouvelles fonctions et de nouveaux objectifs. N'avons-nous pas, nous, peuple souverain, plus de légitimité de le faire que le FMI, la Banque Mondiale ou les institutions de la communauté internationale ? Le refus d'analyser notre condition dans un contexte plus large fait que nous attendons en vain, d'une institution conçue pour organiser l'exploitation de nos ressources et de notre labeur, les services d'un Etat providence, de prôner un Etat juste au lieu d'un Etat fort.

Peut-on construire des démocraties sans démocrate, avec des chefs de partis qui ne sont pas comptables devant les membres au sein des organisations qu'ils dirigent, et qui comptent plus de courtisans que de militants ?

La démocratie peut-elle fleurir dans une société où le poids de la parole dépend beaucoup plus de l'âge, du sexe, des titres et positions sociales que du respect mutuel et la force de l'argument ?

Où se trouve le pouvoir du peuple ? Résiderait-il dans sa capacité à élire un « maître » qu'il serait incapable de contrôler ? Sans la compréhension des processus qui façonnent notre réalité, nous risquons d'attendre longtemps avant de sortir de notre condition.

Certains poussent le ridicule jusqu'à se vanter d'une « exception démocratique » sénégalaise qui remonterait à la colonisation ? C'est à se demander s'ils savent vraiment ce qu'est la démocratie ? On comprend mieux pourquoi la domination néocoloniale ne choque point ceux qui trouvent leur liberté sous l'empire coloniale et qu'ils continuent de servir toute honte bue.

Avons-nous le droit après plus d'un demi-siècle de pseudo indépendances de continuer d'aborder avec autant de légèreté les échéances électorales pour ensuite nous plaindre de la mauvaise qualité de notre leadership ? Le choix de notre leadership doit-il se résumer en une simple compétition entre candidats faisant des promesses isolées sans aucune cohérence avec un projet de société.

S'agit-il de choisir un individu ou de reconstruire une société ?

Le peuple dispose-t-il de toutes les cartes en mains pour faire un choix éclairé ? Quelles sont les exigences du peuple ? Comment s'organise-t-il pour les faire exécuter ? Le peuple sénégalais serait-il un peuple d'ignorants, sans aucun idéal, sans aucune vision du type de société dans lequel il souhaite vivre ? Ne serait-il pas préoccupé par la qualité de son alimentation, celle de l'air qu'il respire, la disparition accélérée de sa biodiversité ? Qu'est-ce que le pouvoir ? Quelles sont, parmi ses différentes sources, celles que nous contrôlons ? Qu'est ce qui explique le fait que la classe d'affaire occidentale et libano-syrienne établie dans notre pays bien que minoritaire, dispose de plus de pouvoir ou d'influence que le peuple sénégalais dans son ensemble ? Leur pouvoir repose-t-il sur le vote ? Existe-il une véritable élite nationale capable de défendre les intérêts du peuple ou n'avons-nous, en réalité, qu'une « classe » dirigeante en compétition pour satisfaire les désirs des puissants de ce monde, dont la prospérité repose sur la ruine de l'Etat et du pays ?

N'est-ce pas au peuple, parmi ses membres les plus aisés, les plus instruits et les plus patriotes, ceux qui se considèrent comme porteurs des valeurs les nobles, de recapturer l'appareil d'Etat ? Ou pensons-nous que les dirigeants patriotes doivent tomber du ciel ?

C'est à cette classe qu'il appartient d'imprimer la direction politique fondamentale à la communauté nationale.

Malheureusement au Sénégal et, en Afrique en général, « cette classe », n'est porteuse d'aucun idéal de progrès, de projet libérateur d'énergies.

Si l'on peut percevoir une certaine volonté de rupture, cela n'a en fait rien de nouveau. Ce qui l'est, c'est plutôt la jeunesse des acteurs politiques, accompagné d'un regain de nationalisme qui, à notre humble avis, pour certains acteurs est loin d'être révolutionnaire. Car aussi bien dans le diagnostic des maladies du système que dans ses prescriptions, ces acteurs demeurent dans leur majorité en phase avec l'ordre international néo libéral.

Le néo libéralisme que nos Etats ont adopté, n'est apparemment pour rien dans les inégalités qui seraient dues à la corruption des dirigeants et la mal gouvernance, même le néocolonialisme français appelé « FrançAfrique » semble être accepté tant qu'il soutient le camp du côté duquel on se trouve.

Comment peut-on parler de développement ou d'émergence avec une économie basée essentiellement sur l'extraction et la captation de nos ressources au profit de firmes étrangères avec la complicité d'une minorité de nationaux ?

Peut-on réaliser les promesses d'une juste redistribution des richesses dans un système capitaliste néolibéral injuste au sein duquel une minorité de rentiers et de courtiers, s'enrichissent sur le dos des consommateurs et des producteurs, maintenant ainsi la majorité dans la pauvreté ? Un système qui préfère affamer les populations pour maintenir les prix et les profits élevés.

Le « patriotisme économique » suffirait-il à lui seul, à gommer les inégalités qui divisent notre société ? Suffit-il d'avoir des Sénégalais riches pour réduire ces inégalités ?

Peut-on se développer lorsque la majeure partie des acteurs de notre économie, qu'ils exercent dans le secteur formel ou informel, issus de l'école occidentale ou des « Daaras », participent à ce système, lorsque qu'ils se positionnent essentiellement comme distributeurs de produits importés, contribuant ainsi à tous les niveaux à maintenir notre balance commerciale déficitaire ?

Peut-on se développer sans un tissu politique industriel cohérent, sans la restriction de nos habitudes de consommation de produits et services qui favorisent le flux de capitaux vers l'extérieur, les dépenses de prestige aussi bien des autorités que des populations, qui sont autant de façon de « subventionner » le chômage, la délinquance et l'émigration massive ?

La confusion demeure même dans la définition du système avec lequel on veut rompre.

S'agit-il de rompre avec la « mal gouvernance » ou bien de rompre avec l'impérialisme néocolonial dont notre appareil d'Etat constitue le côté face de la médaille ? Peut-on rompre avec l'un en s'accommodant de l'autre ?

Quelles sont les causes de la corruption généralisée qui prévaut dans un pays composé « d'une majorité de croyants » ? Est-ce dû aux conditions économiques qui nous sont souvent imposées par des institutions financières se trouvant loin de notre pays, ou serait-ce le fait d'une absence de tout sens moral comme l'ont suggéré les préjugés racistes envers les Africains ?

Quel rôle a joué le capitalisme global dans notre situation actuelle de « sous-développement » ?

Peut-on sauvegarder nos valeurs dans la persistance des inégalités que génère le capitalisme qui a commencé par s'attaquer à celles qu'il a trouvé dans son lieu de naissance ? Peut-on préserver les valeurs morales sans contrôler l'environnement matériel dans lequel nous évoluons nous et nos descendants ?

La préservation des valeurs va de pair avec une économie stable et non dépendante du système d'extraction néocolonial. Sans la capacité de création d'opportunités économiques pour les populations, tant que durera l'exploitation des travailleurs maintenues dans une abjecte précarité qui les oblige à travailler 30 jours contre un salaire qui peut les faire vivre à peine dix jours, il sera difficile de créer des conditions propices à la préservation de celles-ci et de lutter contre la corruption.

Tout projet de rupture doit adresser les conditions matérielles objectives qui privent les jeunes de l'accès à l'emploi et maintiennent les populations dans la misère endémique.

Nous subissons l'agenda occidental depuis les « indépendances », à travers des politiques qui nous ont transformés en de simples exécuteurs de programmes, ayant largement contribué à façonner le paysage politique, social, économique et culturel de notre pays.

Et ainsi, ayant perdu tout contrôle sur le destin de nos sociétés, nous nous accrochons comme à un dernier rempart, aux aspects les plus superficiels et les plus rétrogrades de « notre culture », pour donner l'impression de nous démarquer des Occidentaux, tout en acceptant leur hégémonie dans les aspects fondamentaux de notre existence.

Chacun d'entre nous, que nous soyons issus de l'école moderne ou des « Daaras », devrions nous poser la question : « En quoi nos compétences professionnelles contribuent-elles au progrès collectif de notre société ?

Sommes-nous porteurs d'un idéal, d'une foi agissante ? Où sont les institutions sociales exprimant notre souci du bien-être de la communauté que nous avons contribué à mettre en place ?

La véritable rupture viendra-t-elle de ces hommes politiques qui veulent réduire la capacité à diriger un pays à la longueur de leurs parcours universitaires ou de leurs expériences acquises au sein d'entreprises ou d'institutions étrangères, plutôt que d'un projet de société cohérent.

Ces critères, s'ils peuvent être importants, ne sont point essentiels pour le choix d'un candidat, car ils fournissent peu d'informations sur leurs personnalités, leurs tempéraments et leur capacité à conduire un véritable projet de société.

Et pourquoi d'ailleurs notre leadership devrait-il être validé de l'extérieur ?

Les prétentions nationalistes de certains cachent mal leur profond complexe dont ils se défendent, car ils n'offrent, dans la plupart des cas, comme alternative, qu'une pâle copie du modèle de développement occidental considéré comme horizon ultime du progrès humain.

La classe dirigeante africaine a renoncé, dans sa grande majorité, à penser par elle-même, si bien qu'elle se considère incapable de concevoir à partir de notre culture, notre histoire, un projet de société alternatif à l'ordre mondial actuel, de connecter notre passé à un avenir nouveau.

Nous ne pouvons pas sortir de notre condition avec un refus obstiné de toute pensée critique. Quelles sont les forces sociales réfractaires au changement dont nous devons neutraliser la puissance, et quelles sont celles porteuses de changement ?

Comprendre le système, c'est comprendre l'impérialisme, le capitalisme global qui a pris en otage la souveraineté des Etats. C'est comprendre qu'accéder au pouvoir ne signifie pas avoir le pouvoir. L'Etat néocolonial tire son autorité non pas de la volonté de son peuple qui l'élit de façon formelle, mais de la puissance coloniale qui le soutient.

Changer les individus à la tête de nos Etats n'empêchera pas ceux qui détiennent le pouvoir économique, financier, militaire de contrôler notre pays.

Porter l'espoir de la transformation profonde de nos sociétés sur des individus, n'est-ce pas avouer implicitement la rareté d'hommes d'honneur, intègres et patriotes parmi les membres de nos sociétés ?

Ne devrions-nous pas plutôt nous interroger sur les raisons qui font que les hommes intègres et patriotes sont systématiquement écartés du pouvoir dans nos pays ? Qu'est-ce qui a fait échouer les régimes des dirigeants nationalistes en Afrique, qu'est-il advenu du « printemps arabe » ?

Ce que les impérialistes craignent le plus, c'est moins des dirigeants rebelles, ou des foules en colère, mais des peuples idéologiquement armés, organisés autour de la lutte contre leur oppression et leur exploitation.

Sans des populations africaines organisées, prêtes à prendre en charge leur destin en main, nous risquons de revivre les luttes sanglantes de la période dite de la guerre froide, qui n'ont pas empêché l'impérialisme occidental de reprendre le contrôle sur la souveraineté de nos pays.

Ce n'est point en s'attaquant à certaines entreprises françaises que l'on se débarrassera de la domination française, ou occidentale. Ce n'est pas en tombant dans l'euphorie que l'on viendra à bout de l'impérialisme occidental, encore moins en cherchant de nouveaux protégés, si nous ne comptons pas principalement sur nos propres forces, le retour à la réalité risque de nous être fatal une fois de plus.

Les révolutions ne sont pas faites par les individus, par les personnalités, aussi exceptionnelles soient-elles. Elles sont faites par des masses populaires ayant une haute conscience de leurs responsabilités dans le progrès de leur société et du monde qui les entoure.

Ce combat ne saurait être uniquement celui des « dirigeants », il est celui de tous ceux qui chérissent les valeurs fondamentales qui élèvent l'humanité.

C'est durant ce combat que s'établit un pacte social implicite entre les populations et les gouvernants contre l'ordre néocolonial.

Il s'agit de s'engager dans une révolution politique, sociale et culturelle.

Peut-on transformer notre société en évitant les questions fondamentales qui traversent notre société, en évacuant toute pensée critique de notre société par souci de ne pas heurter certaines sensibilités ?

Qu'est ce qui explique nos défaillances organisationnelles, ce mimétisme dans les pratiques entrepreneuriales, l'absence de sens de la collaboration structurelle et financière afin de créer des structures plus performantes et mener des projets ambitieux ?

Il ne s'agit pas pour nous d'essayer de trouver d'éphémères et fragiles refuges au milieu d'un univers d'oppression et de misère.

Le peuple doit s'organiser autour de ses priorités fondamentales, s'unir contre les politiques déstabilisatrices et destructrices de la cohésion nationale.

Retrouver le chemin de la liberté, c'est d'abord comprendre les processus qui ont mené à notre assujettissement, rendre intelligibles les phénomènes sous-jacents qui structurent notre subordination, les mécanismes qui le maintiennent en place, ceux cachés derrière la misère humaine.

Nous ne devons avoir aucun complexe à nous organiser pour défendre nos intérêts au niveau national si nous ne voulons pas courir le risque d'être des étrangers partout. D'embrasser notre identité africaine, et même si nous sommes pleinement conscients que celle-ci ne se réduit point à la couleur de notre peau, c'est sur la base de celle-ci que s'opère notre marginalisation qui fait que nous, Africains, sommes ostracisés, opprimés partout dans le monde. La question raciale est toujours d'actualité, elle détermine les aspects de notre existence et on ne la résoudra en l'ignorant, Seule la construction d'une Afrique forte, pourra nous permettre de défendre notre Humanité et celle des autres opprimés. Embrasser notre identité africaine ce n'est point embrasser les aspects les plus rétrogrades, mais plutôt retenir ceux qui nous font aller de l'avant.

L'identité, même à l'état diffus, est une entité économique- politique. Il existe de nombreuses infrastructures socioéconomiques mises en place pour satisfaire nos différents besoins, désirs, passions, en somme, de tous les éléments de notre personnalité constitutifs de notre identité. Nous ne contrôlons aucune de ces infrastructures. Notre identité, notre culture doivent être au service de la révolution panafricaine.

Tant que nous dépendrons des autres nations pour satisfaire nos besoins, nos désirs, résoudre nos problèmes, défendre notre liberté et assurer notre sécurité, nous demeurerons sous leur domination et continuerons de subir leur mépris.



Nous ne saurions exclure aucun peuple, ou communauté de cette exigence, cette aspiration, cette quête de liberté et de justice. Si nous devons lutter sans compromission aucune, contre le contrôle de notre économie et l'exploitation de nos populations par des étrangers, nous ne devons accepter qu'aucun des membres de ces communautés, fassent l'objet d'injustes traitements dans notre pays.

Comprendre l'impérialisme ne doit pas conduire à se contenter de désigner des ennemis, à commenter et nous plaindre de leurs mouvements, mais à apprendre comment les vaincre ou les contenir, à naviguer avec une plus grande confiance dans le monde, d'imposer notre propre empreinte, d'éclairer les ténèbres de l'oppression par notre amour pour l'humanité entière.

Il est des moments dans la vie d'un peuple où la nécessité d'une tempête sociale venant secouer la société jusque dans ses fondements, emportant tous nos « vieux démons » qui étouffent l'expression de nos potentialités humaines, s'impose comme une exigence morale.

Le moment est venu pour le peuple sénégalais de rompre définitivement avec cet oppressif ordre colonial, qui à travers sa violence systémique, la manufacture de la pauvreté fait plus de victimes que les conflits ouverts, ou actes terroristes et cela dans le plus grand silence.

Les autres peuples y sont arrivés, il n'y a aucune raison de douter en nos capacités d'y parvenir en comptant sur nos propres forces.

Nous invitons toutes les forces vives de la nation sénégalaise, africaine, tous ceux qui sont épris de paix et de justice, à se mobiliser pour demander la libération du leader du PASTEF, ainsi que de tous les prisonniers emprisonnés pour leurs opinions ou activités politiques.

Sidya Diop